



feminist dialogue series

#2

NOVEMBRE 2016

Promouvoir un programme féministe pour le changement - un point de vue du Nigéria

Charmaine Pereira

Ce qui définit le féminisme pour moi, c'est la lutte pour l'émancipation des femmes dans le contexte de la transformation sociale. En disant cela, je reconnais que toutes les femmes ne sont pas identiques et que ce que l'on appelle généralement «l'identité» de diverses personnes, ainsi que de catégories de femmes, ont des bases sociales différentes.

Je mets entre guillemets le mot «identité» pour désigner le sens selon lequel les notions de Qui On Est ont tendance à être attribuées, sinon prescrites, principalement par des forces externes – telles que les interprétations statiques de la culture, de la tradition ou de la religion. Les dimensions de la différence constituant «l'identité» ont souvent été politisées pendant les périodes de transition politique, lorsque les hommes puissants qui deviennent des politiciens convertissent les différences sociales en bases de fracture sociale. Ces lignes de fracture sociale ne coïncident pas forcément avec la subjectivité de chacun – le sens subjectif interne de qui on est ou les sentiments à propos de l'appartenance ou non. En effet, la subjectivité peut ou non coïncider avec les interprétations dominantes de l'«identité» mais elle est plus susceptible de varier avec les changements de temps, de lieu et de contexte.

Quelle est ma propre situation dans cette arène? Née au Kenya, d'origine indienne et résidante au Nigeria, ma propre identité de Féministe Africaine a souvent été en contradiction avec les définitions dominantes de ma personne en tant qu'«épouse nigérienne» – une femme étrangère mariée à un Nigérian. (Il s'agit, par ailleurs, d'une catégorie officielle d'identité juridique au Nigéria). En d'autres occasions, mon identité a été attribuée différemment, comme cela s'est produit une fois lorsque j'ai refusé les demandes insistantes d'un marchand ambulant de bibelots pour acheter une de ses marchandises. “Pourquoi votre peuple tue-t-il des musulmans?” demanda-t-il soudainement, comme si cela découlait de tout ce qui précédait notre petit échange de conversation. Considérée comme une fondamentaliste hindoue qui vise à éliminer les musulmans, j'ai été frappée par l'ironie du fait que



mon statut de minorité religieuse et ethnique en Inde de son imagination avait été influencé par mon éducation catholique par une mère de Mangalore et son père de Goa.

Conflits d'identité et contexte nigérien

Je vais parler du Nigéria parce que je pense que les conflits d'identité sont des processus complexes qui nécessitent une certaine exposition et que le Nigéria est lui-même une formation complexe, comme en témoigne la composition de plus de 200 groupes ethniques. L'histoire et la géographie de sa colonisation sont telles que différentes régions ont été colonisées différemment. La domination directe a prévalu dans le sud, où les missionnaires chrétiens ont été autorisés à faire du prosélytisme et à ouvrir des missions éducatives. Dans le nord, où l'islam s'est installé depuis au moins le 11^{ème} siècle à Borno, l'administration indirecte a été greffée sur le système émirien. Les missionnaires chrétiens se sont vu interdire de faire du prosélytisme dans le Nord et on les a seulement permis de créer des écoles en dehors des villes fortifiées des sièges au pouvoir des Émirats. L'une des conséquences était l'énorme fossé régional en matière d'éducation et d'accès à l'éducation, en particulier pour les filles.

Au-delà de l'ère coloniale, des régimes militaires successifs, en alternance avec d'administrations civiles autoritaires se sont relayés pour contrôler le peuple et exploiter les ressources de la terre. Avec la découverte de pétrole dans le Delta du Niger, une économie basée sur l'agriculture est devenue celle dominée par l'extraction du pétrole. Alors que la terre était riche en ressources, celles-ci n'en ont profité que dans les classes militaire, politique et commerciale, laissant la majorité de la population appauvrie. Les divisions de classe, de région, d'ethnicité et de religion sont devenues les lignes de fracture des conflits identitaires contemporains. L'exclusion sociale de la grande majorité et leur accès restreint aux ressources ont été le terrain fertile sur lequel les manipulations cyniques de «l'identité» des «politiciens», comme Fela le voudrait, ont été jouées et repassées dans les intervalles entre les régimes au pouvoir et le moment de la transition du régime militaire au régime civil en mai 1999.

Une lutte à plusieurs niveaux

Cela ne veut pas dire que les luttes des femmes ont forcément été provoquées par les types de conflits d'identité mentionnés ci-dessus. Il s'agit plus de reconnaître les multiples lignes de division qui devront être dépassées dans les luttes féministes contre la politique identitaire. Outre le sexe, ces divisions comprennent la classe, l'âge et l'état matrimonial, en plus des divisions déjà identifiées sur la base de l'ethnicité, de la religion et de la région. Ce sont les différentes structures de pouvoir qui façonnent la vie des femmes au Nigeria et que la conscience féministe devrait affronter, en termes de théorie et de politique, dans tout projet de subversion de l'oppression et de promotion de la justice de genre.

Législation religieuse

Les programmes d'activistes féministes ont tenté de perturber l'imposition de systèmes de croyance unitaires ou fondamentalistes, en relation avec la religion. Dans les années 90, le projet Women and Laws a fait une distinction critique entre les lois musulmanes et la doctrine islamique. Les lois en principe se distinguent de leur mise en œuvre dans la pratique, avec une référence particulière aux implications pour les femmes. Le fait que les lois musulmanes aient varié dans la forme à travers le temps et l'endroit indique leur diversité actuelle à travers les multiples espaces et contextes dans lesquels l'islam a été pratiqué.

Avec l'extension de la Charia des lois personnelles pour inclure le droit pénal, en l'an 2000, l'espace pour tout engagement ou contestation avec les lois musulmanes a été sévèrement restreint. Les nouvelles lois représentaient un effort de la part de la droite religieuse musulmane pour reconstruire les discours sur l'hétérosexualité, d'une manière qui criminalisait les comportements auparavant considérés simplement comme immoraux. Le nouveau crime de zina - les relations sexuelles hors mariage - ciblait les femmes de manière disproportionnée. Tout cela a eu lieu dans le contexte de la sexualité des femmes devenant de plus en plus au centre du contrôle de l'immoralité face aux inégalités





économiques et sociales croissantes. Baobab for Women's Human Rights et plus tard WRAPA ont soutenu la défense des femmes visées par les nouvelles législations pénales.

Pour comprendre le phénomène plus récent de Boko Haram, il faut comprendre la superposition de plusieurs facteurs interdépendants. Il s'agit notamment de l'histoire et de la politique du nord-est du Nigéria, ce qui fait de son économie politique une des zones les plus pauvres du pays, encore aggravée par la dégradation de l'environnement. La forme que prend la militarisation sous l'administration de Jonathan, en particulier dans le Nord-Est, ainsi que la réponse de l'État aux contestations de son autorité, ont donné lieu à la manifestation violente de l'insurrection de 2011 et de sa politique sexospécifique. Bring Back Our Girls (BBOG) (Ramenez nos filles), au Nigeria, est devenu un mouvement de citoyens - non féministe, bien que les femmes soient à la tête - axé sur le retour des filles de Chibok enlevées fin avril 2014.

Droits sexuels et reproductifs

En mettant l'accent sur les droits sexuels et reproductifs à travers le pays, l'avortement au Nigeria est illégal même lorsqu'une femme ou une fille a été violée, sauf lorsque la vie d'une femme est en danger. Les droits reproductifs sont limités par la résistance généralisée à la notion d'intégrité physique des femmes. Au cours des 15 dernières années, la tolérance à l'égard de la violence contre les femmes a diminué dans le contexte d'un plaidoyer soutenu contre cette violence, mené par des membres de la Coalition du Plaidoyer Législatif sur la Violence contre les Femmes (LACVAW) et d'autres groupes. La Coalition a fait pression pour l'adoption d'une législation interdisant la violence contre les femmes, qui a finalement pris la forme de la Loi sur la Violence contre les Personnes (rebaptisée), promulguée en 2015.

L'importance d'une telle loi réside sur son exigence selon laquelle l'État doit prendre sa responsabilité pour de telles violations et fournir la réparation. Le

véritable défi réside dans sa mise en œuvre. Plus récemment, des bouleversements législatifs se sont produits autour du Projet de Loi sur le Genre et l'Égalité des Opportunités, qui a été adopté à la Chambre et initialement rejeté par le Sénat. Une version modifiée, avec les sections sur l'égalité dans le mariage supprimées, a depuis été adoptée par le Sénat. La liberté de choix sexuel est inexistante, compte tenu de l'adoption récente de la Loi sur l'Interdiction du Mariage entre des personnes du Même Sexe en 2015. Ceux dont la sexualité n'est pas conforme à la norme hétérosexuelle risquent davantage de faire l'objet de discrimination, voire d'hostilité et de violence manifestes. La surveillance coercitive de l'hétéro-normativité et de ses limites s'applique non seulement aux femmes non conformistes mais aussi, de manière différente, aux femmes hétérosexuelles.

L'éducation et l'autodétermination des femmes

Le déclin du système éducatif au Nigéria, plus évident après l'imposition de l'Ajustement Structurel par le FMI au milieu des années 80, a amené l'éducation à se préoccuper davantage à discipliner l'apprenant avec plus d'autorité qu'à concrétiser la pratique de la liberté, comme Paulo Freire avait exprimé. L'enseignement public aujourd'hui est peu susceptible de contribuer à la formation des jeunes femmes qui ont confiance en elles et qui sont politiquement conscientes et actives dans la société. Cela est plus susceptible de se produire avec les activités extrascolaires informelles de groupes tels que Girl's Power Initiative (GPI), dispensant une éducation sexuelle dans le Sud-Est et l'éducation de santé familiale du Adolescents' Health Initiative Projects (AHIP) dans le Nord-Ouest. Les deux groupes sont dirigés par des féministes, anciennes membres de Women in Nigeria (WIN), établie en 1982 à l'Université Ahmadu Bello, à Zaria. La disparition ultime de WIN est le résultat de l'affrontement entre les intérêts féministes et marxistes au sein de l'organisation, qui s'appliquait à peu près aux luttes de pouvoir entre des groupes particuliers de femmes et d'hommes, respectivement, sur la direction et les objectifs de l'organisation.

Une vision féministe du changement

À l'heure actuelle, la décolonisation des esprits par un mouvement féministe au Nigéria n'est pas à





l'horizon. Dans la mesure où une telle décolonisation a lieu, il est plus probable qu'elle soit propulsée par les activités de groupes et d'individus féministes dont les programmes varient selon les générations. Au moins deux conditions pour promouvoir une vision féministe susceptible d'inspirer une action pour le changement peuvent être identifiées, et celles-ci ne doivent pas forcément être localisées uniquement au Nigéria. La première est la création d'espaces autonomes pour les études féministes, par exemple un renforcement et une diversification des bases autonomes pour la production de connaissances avec un agenda féministe. Des conditions préalables cruciales sont le soutien matériel et financier ainsi que la capacité intellectuelle et politique de mener de telles initiatives. La seconde condition est la formation de liens organiques entre la recherche féministe et l'activisme. Par «organique», je veux dire renforcer les liens entre les études féministes et l'activisme des femmes de manière à ce qu'elles se développent dans une relation mutuellement constitutive, dans laquelle la théorie est basée sur l'activisme féministe et l'activisme tient compte de la théorie féministe.

Certaines des questions qui doivent encore être théorisées et comprises d'un point de vue féministe comprennent les implications de lignes de division multiples sur la façon dont les différentes catégories de femmes comprennent leurs expériences. Qu'est-ce que cela pourrait signifier en termes de compréhension des différences de conditions de vie, ainsi que des expériences entre diverses catégories de femmes et d'hommes ? D'autres questions incluent le développement d'une meilleure compréhension de la politique du genre et de la sexualité, en particulier en ce qui concerne le corps des femmes, qui peut prendre en compte les contradictions. Celles-ci incluent la coexistence d'une politique de respectabilité (pour les femmes) et la marchandisation sexuelle et l'exploitation du corps des femmes dans divers espaces. Ceci suggère la nécessité d'intégrer notre compréhension des niveaux étroitement liés entre expérience et conscience émotionnelle et psychologique, au niveau économique et politique et à tous les niveaux, local et international. Travailler à travers les divisions des «disciplines» académiques traditionnelles sera crucial dans ce cas. L'une des questions les plus difficiles est peut-être celle de la compréhension de la «moralisation de l'économie politique» dans le déroulement des divers fondamentalismes religieux et des implications pour les stratégies féministes de résistance et de contestation. ●





Au sujet de l'auteur:

Charmaine Pereira est une militante, chercheuse et féministe qui vit et travaille à Abuja, au Nigéria. Elle est co-fondatrice de Tapestry Consulting, une plateforme de connaissances qui travaille sur la politique sociale et le changement organisationnel par le biais de recherches et de formations sur les questions de genre et de sexualité. Son travail aborde les thèmes de la pensée et de la pratique féministes; du genre, du harcèlement sexuel et de l'enseignement universitaire; la sexualité et la politique de genre dans la pratique de la charia; l'organisation des femmes et de l'État. Elle est l'auteur de *Gender in the Making of the Nigerian University System* (James Currey/Partnership for Higher Education in Africa, 2007) et rédactrice en chef de *Changing Narratives of Sexuality : Contestations, Compliance and Women's Empowerment* (Zed, 2014). En tant que coordinatrice nationale de l'Initiative for Women' Studies in Nigeria (IWSN), Pereira a développé et dirigé des programmes de recherche-action sur les politiques contre l'harcèlement sexuel et la violence sexuelle dans les universités; la justice de genre et la citoyenneté des femmes; et l'autonomisation des femmes.

La Série de Dialogue Féministe:

L'idée sur la Série de Dialogue Féministe est née lors d'un Atelier International sur le Féminisme Politique en Afrique organisé par la Plateforme Féministe Mozambicaine Forum Mulher et la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en octobre 2016 à Maputo. La rencontre a rassemblé plus de 50 militantes féministes et universitaires de tout le continent. Inspirée par les discussions et les interventions stimulantes de l'atelier, cette série se veut être une plateforme permettant de partager d'importantes réflexions féministes. De cette manière, la série veut contribuer au développement et à la diffusion des connaissances féministes africaines afin de transformer les conditions politiques et économiques du continent vers la justice sociale et de genre.

La Série de Dialogue Féministe compte fièrement sur la contribution artistique de Ruth Bañón (en-tête artistique) et sur le modèle de Sebastião Montalvão (Lateral Comunicações).

Cette série vous est présentée par:

